

# 2002 : le Borgne au second tour

**Au scrutin présidentiel du 21 avril 2002, Jean-Marie Le Pen recueille 16,89 % des suffrages exprimés et se qualifie pour le second tour où il rassemble sur son nom cinq millions et demi d'électeurs, soit un million de plus qu'en 1995. Bien que Chirac l'emporte relativement largement lors de ce second tour, cette élection montre que la « bête » n'est pas morte et remet en question plus d'une décennie de militantisme antifasciste.**

Fondé en 1972 par le dépassement de l'organisation Ordre Nouveau<sup>1</sup> et la réunion d'une large partie de la galaxie nationaliste, le Front National choisit Jean-Marie Le Pen comme président pourtant retiré de la vie politique après l'échec de la candidature de Tixier-Vignancour à la présidentielle de 1965<sup>2</sup>. Dès lors Le Pen sera présent à toutes les élections présidentielles, hormis celle de 1981 où il ne parvient pas à obtenir les 500 parrainages nécessaires. Notons que lors des élections législatives de 1986, l'application du mode de scrutin à la proportionnelle permet au FN de réaliser une de ses premières apparitions électorales nationales en obtenant 35 sièges de députés. Aux élections de 1988 Le Pen obtient 14,38 % et inaugure son premier score important à la présidentielle. En 1995 son score croît une nouvelle fois pour atteindre la barre des 15 %. En termes de voix, en 1995 il recevait 4 571 138 suffrages et en 2002 il en recueille 4 791 750 au premier tour. Une hausse relative de 200.000 voix donc. En 1995 les deux candidats de la droite extrême, Le Pen et De Villiers, totalisaient 6 014 373 voix alors qu'en 2002, le cumul de Le Pen et de Mégret recueille moins de 5 500 000 voix. Il parvient néanmoins à devenir le 4ème homme de ces différents scrutins présidentiels.

## La douche froide

Lorsqu'au soir du premier tour apparaît sur l'écran de télévision le portrait de Jean-Marie Le Pen, c'est la stupeur. Alors que l'on se dirigeait tranquillement vers un énième duel entre la droite et le PS, le Front National accède au second tour. Ce qui semblait impossible se produit. Malgré la scission fratricide du MNR en 1998 et la présence de Mégret, ancien dirigeant du FN, au premier tour, le parti frontiste capitalise assez de suffrages pour devancer le Parti Socialiste. Alors oui, la présence record de seize candidats dont huit avaient une étiquette les plaçant « à gauche » de l'échiquier politique a contribué à diviser les voix. Oui, les éditorialistes et politiques de tous bords se sont succédé pour pointer du doigt l'abstention et culpabiliser les électeurs qui ne s'étaient pas déplacés. Mais depuis des années, l'ensemble des organisations gouvernementales ont, d'un côté, inscrit leur politique dans les cadres définis par la mondialisation et la construction d'une Europe libérale, renforçant les processus d'exclusion, et accentuant les inégalités sociales ; de l'autre, elles ont recours à des politiques de plus en plus sécuritaires, et mettent en avant une xénophobie d'État de plus en plus prégnante. Mais suivre le FN, ou tout du moins son discours, oblige d'aller jusqu'au bout de sa logique raciste, xénophobe et ultra-répressive, chose que personne ne peut mieux faire que Le Pen lui-même.

La « gauche plurielle » au pouvoir depuis 1997 a été vraisemblablement très fortement sanctionnée pour sa politique libérale et ses nombreuses trahisons vis à vis des travailleurs et des travailleuses.

Dans une tradition poujadiste<sup>3</sup> qu'il n'a jamais réellement abandonnée, Le Pen peut également frapper comme bon lui semble sur un personnel politique, qu'il soit de droite ou socialiste, constitué d'énarques qui paient tous l'impôt sur la fortune, tout comme lui par ailleurs. Le Pen disposait d'un boulevard qu'il a su exploiter pour instrumentaliser les inquiétudes.

---

<sup>1</sup> Mouvement d'extrême-droite qui fait suite à l'organisation Occident, actif entre 1969 et 1973.

<sup>2</sup> Avocat, défenseur de bon nombre de responsables de l'Organisation Armée Secrète (OAS), il est le candidat de l'extrême-droite aux élections de 1965.

<sup>3</sup> Du nom de Pierre Poujade son leader. Mouvement politique et syndical des années 1950, qui revendiquait la défense des commerçants et des artisans. Mouvement à très forte connotation populiste dont Jean-Marie Le Pen était membre.

## **Manifestations « spontanées »**

Le choc de la présence de Le Pen au second tour provoque très rapidement des réactions spontanées. Dans la nuit du 21 au 22 avril les premiers mouvements d'opposition se manifestent. Sur tout le territoire les manifestations quotidiennes anti-Le Pen se multiplient, passant de près de 100 000 personnes le mardi 23 avril, à plus de 350 000 manifestants et manifestantes le jeudi 25 avril. Dans les cortèges, lycéens, lycéennes, étudiants et étudiantes tiennent le haut du pavé. Des débrayages spontanés ont lieu dans de nombreux établissements scolaires et universitaires, même dans des villes et des secteurs géographiques où la politisation est particulièrement faible. Mais très vite, les organisations social-démocrates orientent le mouvement vers le seul débouché des urnes. Plusieurs slogans fleurissent tels que « le 5 mai, qui ne vote pas soutient Le Pen ». Néanmoins cet événement politique marque les premiers engagements politiques de toute une partie de la jeunesse.

Placées dans l'entre-deux tours, les manifestations syndicales du premier mai atteignent des chiffres de participation records avec près de deux millions de manifestantes et manifestants dans les rues. Mais les anti-Le Pen ne sont pas les seuls à se mobiliser très fortement. À Paris la manifestation traditionnelle du FN en mémoire de Jeanne d'Arc bat également des records avec plus de 10 000 personnes.

La présence de Jean-Marie Le Pen au second tour est un électrochoc pour les militants et militantes progressistes, révolutionnaires, redynamise et restructure, vraisemblablement, un certain nombre de collectifs, d'associations, de syndicats et d'organisations politiques de luttes. Néanmoins il est délicat avec un recul de seulement dix ans de tirer des conclusions trop hâtives sur « l'effet Le Pen » dans le monde militant.

## **Le bouclier républicain**

Face à la présence de Le Pen au second tour de la présidentielle, la quasi totalité des candidates et candidats présents au premier tour appelle à battre l'extrême-droite.

La gauche, encore sonnée par sa défaite historique, se résout à appeler à faire barrage à l'extrême-droite tout comme la CGT, l'Unef, l'Unsa, entre autres. D'autres organisations, notamment celles qui ont formé avec le PS la « gauche plurielle », emboîtent le pas et vont même plus loin en appelant ouvertement à voter Chirac. Dès le dimanche soir les Verts, derrière leur candidat Noël Mamère, font un appel dans ce sens. Le PCF fait de même en appelant « à utiliser le bulletin de vote Jacques Chirac pour faire en sorte que le candidat Le Pen soit le plus bas possible ». Des organisations comme la CFTC et la CFDT suivent cette même démarche.

Dans le même temps la social-démocratie mise en échec tente de redresser la barre en appelant à une union des forces de gauche en vue des législatives prochaines.

À droite, tous courants confondus, que ce soit les libéraux, les centristes ou les chiraquiens, toutes et tous font bloc pour non seulement faire barrage à Le Pen, mais plus encore pour asseoir la légitimité de Chirac lors des élections législatives de juin 2002.

C'est donc une véritable alliance républicaine pour lutter face à l'extrême-droite. L'unique objectif est alors que Le Pen fasse un score faible qui serait la preuve de sa faible audience dans la population et de l'attachement des « citoyens français » à la république et la démocratie.

## **Dilemme des révolutionnaires**

Du côté des révolutionnaires la plupart des organisations sont face à un cruel dilemme. Quelles positions adopter pour prouver son implication dans la lutte antifasciste et son opposition à la politique de la droite ? La LCR, par la voix de son candidat et porte-parole Olivier Besancenot lance un appel à « battre Le Pen dans la rue et dans les urnes ».

Arlette Laguiller de Lutte Ouvrière et Daniel Gluckstein du Parti des Travailleurs sont les deux seuls candidats et candidates présents au premier tour à refuser d'appeler à voter Chirac sans proposer par ailleurs d'autres perspectives claires.

Dans la mouvance anarchiste et libertaire l'appel à l'abstention reste globalement de mise, et la présence de Le Pen au second tour ne semble pas changer la donne. La Fédération Anarchiste lance l'appel qui a toujours été le sien : l'abstention, considérant que la présence de Le Pen au second tour, si elle est inquiétante et marque une montée constante de l'idéologie d'extrême-droite en France, ne met pas Le Pen dans une position lui permettant d'entrer à l'Élysée. Malgré tout, même au sein de la FA des voix discordantes se font entendre et des militants « historiques » de l'organisation lancent un appel à voter Chirac.

Quand à Alternative Libertaire, nous n'avons pas appelé à voter Chirac mais notre organisation n'a pas non plus appelé à l'abstention. Nous affirmons que pas une voix, en particulier ouvrière, ne devait se porter sur Le Pen. À la marge, des groupes locaux d'AL minoritaires dans l'organisation ont lancé des appels à voter Chirac, preuve s'il en fallait de l'autonomie de nos groupes.

### **Échec de l'antifascisme de masse**

L'accès de Le Pen au second tour constitue bel et bien un échec cuisant pour l'antifascisme qui n'a pas su contrer la diffusion des idées du FN, et n'est pas parvenu non plus à enrayer leur propagation dans le paysage politique. C'est la limite d'une certaine vision de l'antifascisme, basé sur les actions « coup de poing » qui, s'il a permis de « nettoyer » certains quartiers d'un affichage néo-nazi visible et de « tenir la rue » face à l'extrême droite, n'a pas d'impact sur les mentalités. Resté circonscrit à une frange du milieu militant, qui s'est parfois enfermée dans une posture héroïsée<sup>4</sup>, cet antifascisme n'a pas su adopter un discours politique tourné vers les travailleurs et les travailleuses et les habitants et habitantes des quartiers populaires. Or, si l'opposition physique est parfois nécessaire, il est toujours indispensable de s'opposer politiquement à l'extrême droite, en décortiquant ses propositions et ses fausses solutions mais aussi en proposant un contre-modèle de société basé sur la fraternité et l'égalité.

En dépit du « séisme » du 21 avril et des manifestations de masse qui ont suivi, l'antifascisme de masse n'est pas parvenu à se restructurer. Il y a eu une incapacité à impliquer dans la durée les millions de personnes descendues spontanément dans la rue, notamment les lycéens et étudiants, et donc de dépasser la dimension émotionnelle de la mobilisation antifasciste. La situation n'est guère reluisante, puisqu'il y a un désintérêt manifeste, de la plupart des organisations politiques sur la question de l'antifascisme (même le PS a fait le choix de ne pas réactiver ses sous-marins tels que SOS-Racisme). Le réseau No Pasaran et les groupes locaux qui le composent, particulièrement actifs et moteurs dans les luttes antifascistes des années 1990, ne connaissent pas non plus après le 21 avril 2002 un saut quantitatif notable. Ras l'Front, organisation antifasciste fondée en 1990, fortement liée à la LCR, n'est pas parvenu à retrouver un second souffle et n'a pas trouvé les moyens de mener des campagnes ou des apparitions nationales. Les militants et militantes associatifs et syndicaux les plus avertis gardent une vigilance minimale, mais il n'y a pas d'investissement collectif dans la lutte antifasciste. Un outil a survécu : Vigilance Initiatives syndicales antifascistes (VISA), animé par quelques syndicalistes, et qui diffuse régulièrement des informations sur les offensives sociales et syndicales du Front national.

En dépit de quelques régions où des collectifs unitaires locaux parviennent ponctuellement à se mobiliser, il n'y a malheureusement guère que les libertaires qui gardent une certaine cohérence et tentent régulièrement d'organiser de manière unitaire des mobilisations sur les marchés, contre les meetings du Front, les manifestations des groupuscules radicaux ou les commandos anti-avortement. Près de dix ans après, l'antifascisme de masse, de type « républicain » est porté disparu. Les organisations libertaires et, parfois, le NPA sont trop souvent seules à se mobiliser contre un danger qui n'a pas disparu. Pourtant, si la candidate du Front National n'apparaît pas en position d'atteindre le second tour, elle reste à un niveau très élevé dans les intentions de vote et risque de récolter encore une fois plusieurs millions de suffrages. À la marge du FN, l'extrême droite radicale est en train de se recomposer au profit des exclusions de militants et militantes du Front au fascisme trop visible.

---

<sup>4</sup> Voir à ce sujet le film *Antifa chasseur de skins* de Marc-Aurèle Vecchione, paru en 2008.

Toutefois, à l'occasion des mobilisations récentes, un front plus large est en train de se constituer. Le Front de Gauche a fait le choix politique d'attaquer frontalement le FN et son programme. Nous pouvons espérer que cette prise de position se traduira en actes. Plus généralement les mobilisations autour de la défense du CIVG Tenon à Paris, objet du harcèlement de groupuscules intégristes depuis septembre, ou encore pour l'organisation du FSA, ont permis d'entamer un travail unitaire avec un cercle d'organisations plus large. Sur Lyon, où la menace est visible et présente, le front unitaire, là aussi, est élargi bien au-delà des organisations libertaires.

Le chemin est encore long, mais les syndicats ont entamé un travail d'argumentaire en direction des salarié-e-s qu'il importe de poursuivre, histoire de prouver s'il en est besoin que le programme du FN, s'il est bien nationaliste, n'est en rien social et que le fascisme n'a jamais été dans le camp des exploité-e-s.

**Aurélien (AL Paris Nord-Est) et Guillermo (AL Angers)** 7 juin 2012